



Extract of Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article5532>

Cochabamba, un grand pas pour l'écosocialisme

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - Justice climatique et alternatives écologiques -

Publication date: mardi 4 mai 2010

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Témoignage d'un militant

« Avant Cochabamba, l'écosocialisme se limitait à un courant intellectuel parmi des militant-e-s de gauche. Aujourd'hui, il a la possibilité historique de s'épanouir comme un mouvement de masse mondial. »

J'ai assisté au contre-sommet climatique de Cochabamba en tant que membre d'une délégation de huit militantes et militants du Québec et j'en suis revenu convaincu d'avoir participé à un tournant pour le mouvement écologiste mondial.

Jusqu'à présent, il était très difficile de lier exigences environnementales et revendications sociales. Le mouvement écologiste établi, appuyé en cela par de nombreuses ONG, a généralement évité de lier ces questions estimant que le « réalisme » lui imposait de travailler avec les gouvernements et l'ONU et que seule cette orientation pourrait donner des résultats significatifs.

Mais comme l'échec spectaculaire de la Conférence de Copenhague en décembre dernier l'a clairement démontré, près de 20 ans de sommets gouvernementaux et pas moins de 15 conférences internationales n'ont absolument rien donné en termes d'accords internationaux contraignants. Le Protocole de Kyoto est en lambeaux et les émissions de gaz à effet de serre augmentent dangereusement, menaçant la planète de gravissimes catastrophes écologiques d'ici la fin de ce siècle.

Des milliers de militant-e-s des mouvements populaires

Face à un tel vide politique, Evo Morales, le président de gauche autochtone de la Bolivie, a décidé d'agir. Il a convoqué un forum social international intitulé "La Conférence des peuples du monde sur les changement climatiques et les droits de la Terre Mère."

Le résultat a été rien de moins que spectaculaire. Alors que les organisateurs n'attendaient que 15 000 participant-e-s, quelques 35 151 personnes, dont 9 252 de l'extérieur de la Bolivie, se sont présentées à ce forum de quatre jours.

Encore plus remarquable que le haut taux de participation a été la composition sociale de ce forum alternatif. Des milliers de militants des mouvements sociaux de Bolivie et d'Amérique latine -provenant en grande partie des populations autochtones et des organisations paysannes de base - ont donné une coloration militante et combative aux débats. Ceci s'est reflété dans les positions adoptées par les 17 groupes de travail et surtout dans le texte de la déclaration finale de la conférence. Cet « Accord des peuples » stigmatise le modèle de développement capitaliste et l'impérialisme comme étant les causes structurelles de la crise climatique.

« Les entreprises et les gouvernements des soi-disant pays « développés », en complicité avec un secteur de la communauté scientifique, réduisent la question du changement climatique à une élévation de la température sans en aborder la cause qui est le système capitaliste.... Le capitalisme a besoin d'une puissante industrie militaire pour mener à bien son entreprise d'accumulation et pour assurer le contrôle des territoires et des ressources naturelles, en usant de répression contre la résistance des peuples. Il s'agit d'un système impérialiste qui colonise la planète. L'humanité est aujourd'hui à la croisée des chemins : poursuivre sur la voie du capitalisme, de la mise à sac et de la mort ou emprunter le chemin de l'harmonie avec la nature et du respect de la vie. » [1]

Loin de se limiter à des déclarations retentissantes vides de tout contenu pratique, la conférence de Cochabamba propose les éléments d'un plan d'action à court terme que l'on peut résumer comme suit :

- Lors de la prochaine Conférence sur les changements climatiques qui se tiendra au Mexique à la fin 2010, les opposants devraient rejeter l'Accord de Copenhague comme illégitime et s'efforcer de modifier le Protocole de Kyoto par la fixation d'objectifs ambitieux et contraignants pour réduire drastiquement des émissions de gaz à effet de serre des pays développés (50% du niveau de 1990 à atteindre d'ici 2020).
- Forger un « un mouvement mondial des peuples » qui pourra coordonner des actions communes dans le monde entier comme une campagne pour un référendum mondial ou une consultation populaire sur le changement climatique.
- S'opposer à aux fausses solutions marchandes, comme le marché du carbone et ses mécanismes de compensation, qui ne font que masquer l'incapacité des pays industrialisés à réduire réellement les émissions de gaz à effet de serre.
- Demander la création d'un « Tribunal international sur la justice climatique et environnementale » qui aurait le pouvoir de juger et de sanctionner les États et les industries qui polluent et provoquent le changement climatique.

Changer le système, pas le climat !

Un aperçu intéressant sur la signification donnée par les dirigeants boliviens à la notion de « Terre-Mère » (Pachamama) a été fourni par Alvaro Garcia Linera, le vice-président de la Bolivie. Au cours d'un grand panel qui faisait l'analyse des causes structurelles des changements climatiques, cet ancien guerillero et sociologue marxiste, généralement considéré comme le théoricien du nouveau régime, a déclaré que :

« Le concept de la Terre Mère n'est pas seulement un slogan. Il signifie une nouvelle façon de produire, une nouvelle façon de se rapporter à la nature et aux autres. Cette relation est une relation d'égalité et non de domination, une relation de dialogue, du don et du reçu. Ce n'est pas simplement une philosophie ou du folklore. Il s'agit d'une nouvelle éthique, d'une nouvelle façon de développer des technologies et des modes de production. »

Rappelant le célèbre slogan de Rosa Luxemburg, « socialisme ou barbarie », Linera a ajouté qu'aujourd'hui, nous pourrions dire, « Terre-Mère ou barbarie. » Lors d'une cérémonie de clôture aux allures de « fiesta » populaire qui a duré plus de six heures dans un stade de soccer bondé à Cochabamba, tous les orateurs ont souligné le mot d'ordre de « changer le système, pas le climat » qui a caractérisé les travaux de cette conférence.

Dans un discours enflammé le président vénézuélien Hugo Chavez a proposé la diffusion massive des résultats de Cochabamba comme un outil d'éducation populaire et de mobilisation dans la lutte contre les changements climatiques. Rappelant un article d'Albert Einstein indiquant que l'avenir de l'humanité ne pouvait être garanti que par le socialisme, Chavez a ajouté : « Si l'hégémonie du capitalisme continue sur cette planète, la vie humaine prendra fin. »

Dans son discours de clôture Morales a exhorté les mouvements sociaux à prendre l'initiative pour lancer des révolutions populaires afin de préserver la Terre et de garantir les droits de humains. « Le capitalisme est l'ennemi numéro un de l'humanité. Il transforme tout en marchandise. Il vise une expansion sans fin. Ce système doit être remplacé. »

La conférence n'était pas dépourvue de contradictions, de confusion ou de controverses [2], mais elle fut néanmoins un événement mobilisant et enthousiasmant. Avant Cochabamba, l'écosocialisme se limitait à un courant intellectuel parmi des militant-e-s de gauche. Aujourd'hui, il a la possibilité historique de s'épanouir comme un mouvement de masse mondial.

Comme le disait le slogan américain des années soixante « Seize the time, seize the hour », il faut saisir l'occasion, saisir le moment.

Notes

1. Voir « L'Accord des peuples, Conférence sur les changements climatiques et les droits de la Terre Mère » : <http://www.pressegauche.org/spip.php?article4618>

2. Mesa 18, un atelier animé par des militants d'organisations paysannes boliviennes s'est vu refuser toute participation à la conférence. Ces militants engagés dans un blocus d'une mine possédée par une entreprise japonaise dans la région de San Cristobal estiment que le gouvernement fait preuve d'une attitude laxiste face aux multinationales minières. Cet atelier, qui s'est tenue à la porte de la conférence officielle, a obtenu une couverture médiatique importante et la sympathie de nombreux participant-e-s.

PS:

Roger Rashi est membre fondateur de Québec solidaire où il siège sur la Commission thématique sur l'environnement et l'énergie (CTEE). Il abordera le thème [Écossocialisme ou écocapitalisme lors d'une conférence publique à Montréal le 11 mai prochain.](#)